

**Didier CHOLET**

**Maître de conférences en droit privé puis Professeur à l'université du Mans (en attente de publication du décret de nomination)**

[Didier.Cholet@univ-lemans.fr](mailto:Didier.Cholet@univ-lemans.fr)

Spécialités principales : droit processuel, procédure civile, culture juridique et judiciaire

Autres domaines de compétence : droit comparé, procédure pénale, histoire de la justice

## **CARRIÈRE UNIVERSITAIRE**

---

- **Maître de conférences à l'université du Mans de 2008 à 2022**  
Passage au grade supérieur (hors classe) en 2018 via le CNU
- **Professeur à l'université du Mans depuis septembre 2022**  
Sous réserve de publication du décret de nomination

## **FORMATION**

---

- **Habilitation à diriger des recherches, 2007, Université d'Angers** (jury : L. Cadiet professeur à l'université Paris 1, P. Crocq, Professeur à l'université Paris 2, H. Matsopoulou, Professeur à l'université du Maine, G. Giudicelli-Delage, professeur à Paris 1 et H. Rihal, professeur à l'université d'Angers)
- **Doctorat Droit privé, 2003, Université de Poitiers** (mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, jury : J. Beauchard, professeur à l'université de Poitiers, C. Charruault, conseiller à la Cour de cassation, N. Fricéro, professeur à l'université de Nice, G. Giudicelli-Delage, professeur à l'université Paris 1, S. Guinchard, recteur d'académie et professeur à l'université Paris 2)
- **DEA Droit privé de l'université de Poitiers** (dir. Ph. Rémy), 14, 5 / 20
- **Maîtrise droit privé de l'université d'Angers** 14/20

## ENSEIGNEMENT

---

### **Matières enseignées en 2022-2023 (cours)**

- Procédure civile (Master 1<sup>ère</sup> année droit, 36 heures et IEJ 12 heures)
- Procédures civiles d'exécution (Master 1<sup>ère</sup> année droit, cours, 36 heures)
- Grands systèmes juridiques (licence droit, 2<sup>e</sup> année, 24 heures)
- Procédure civile et droit de la preuve (Master 2<sup>e</sup> année droit privé, cours, 20 heures)
- Culture juridique et judiciaire (Master 2<sup>e</sup> année droit privé, 10 heures)
- Communication juridique (encadrement, 10 heures)
- Libertés et droits fondamentaux (IEJ, 6 heures : cours et préparation à l'oral)

### **Matières enseignées antérieurement**

#### Cours :

- institutions juridictionnelles (L1 droit, 24 heures)
- procédure pénale (M1 droit, 36 heures)
- droit des sociétés (L3 droit, 36 heures)
- droit pénal (L2 droit, 36 heures)
- droit processuel (L3 droit, cours, 36 heures)
- droit comptable (M1 droit, 36 heures)
- droit des entreprises en difficulté (M1 droit, 34 heures)
- droit de la propriété industrielle (M1 économie, 20 heures)
- droit de la propriété intellectuelle (licence professionnelle, 20 heures)
- droit des sociétés (L3 économie, 20 heures)
- droit de la responsabilité pénale (licence professionnelle, 5 heures)

#### Travaux dirigés :

- droit des entreprises en difficulté (M1 droit)
- instruments de paiement et de crédit (M1 droit)
- droit des sûretés (M1 droit)
- droit des sociétés (L3 droit)
- droit commercial (L2 droit)

### **Matières enseignées hors université (avant 2008-2009) :**

- Introduction au droit
- Droit civil : droit des obligations, droit des biens, droit des sûretés, droit de la vente
- Droit des affaires : droit commercial, droit bancaire, instruments de paiement et de crédit, droit des entreprises en difficulté, droit des sociétés, droit de la distribution et propriétés intellectuelles
- Droit pénal : droit pénal général et droit pénal des affaires
- Droit processuel : institutions juridictionnelles, procédure civile et procédure pénale

## RECHERCHE

---

### Ouvrages et chapitres d'ouvrages :

1. *Droit et pratique de la procédure civile*, Dalloz action (participation à l'ouvrage dirigé par S. Guinchard, rédaction des 16 chapitres consacrés à la compétence et à la preuve, 4 éditions : 2012, 2014, 2016 et 2021, 300 p., éd. 2023 en préparation)
2. *Droit français – Droit québécois : influences mutuelles*, Yvon Blais – Société de législation comparée (codirection de l'ouvrage), Yvon Blais et SLC (Société de Législation comparée), 2019 (526 p.)
3. *Hommage à Robert Le Balle*, Dalloz, 2016 (direction de l'ouvrage réalisé sous l'égide de l'association Henri Capitant, 126 p),
4. *Les nouvelles prisons*, préface Jean-Marie Delarue, Presses universitaires de Rennes, 2015 (366 pages, direction, coordination, rédaction de l'introduction, des transitions et de la conclusion)
5. *Les référés civils et commerciaux*, éditions Francis Lefebvre, coll. Thémexpress (122 pages avec annexes), octobre 2009, actualisation permanente de la version électronique jusqu'en 2016
6. *La célérité de la procédure en droit processuel*, préface Geneviève Giudicelli-Delage (Professeur à l'Université de PARIS I), Prix de thèse de la Chambre des avoués près la cour d'appel de Paris, LGDJ « *Bibliothèque de Droit Privé* » t. 466, 2006 (736 pages), comptes rendus : E. Putman RTD civ. 2007. 437 ; F. Lichère, J.-C. Ricci et J. Trémeau, AJDA 2007. 1152 ; N. Jeanne, RSC 2007. 696, NTBR (Pays-Bas) 2008/6. 245, Lettre de la Mission de recherche Droit et justice 2004/17. 13

## Direction de recherches collectives et organisation de colloques

1. Organisateur de la journée consacrée à la pensée de Henry Solus (en préparation avec le Centre de recherche sur la justice de l'université Paris II)
2. Co-organisateur du colloque sur la nouvelle profession de commissaire de justice, Le Mans (en préparation)
3. Organisateur des 3<sup>e</sup> rencontres de droit comparé, La justice française et la justice à l'étranger, Laval 24 mars 2023 (en préparation)
4. Co-organisateur du colloque sur le nouveau statut de l'entrepreneur individuel en partenariat avec le tribunal de commerce du Mans, Le Mans, 9 décembre 2022
5. Co-organisateur de la recherche en collaboration avec la faculté de droit d'Angers, la cour d'appel d'Angers et l'Association française pour l'histoire de la justice : « Pierre Mimin, magistrat et auteur de doctrine », Angers, cour d'appel d'Angers, 23 septembre 2022
6. Co-organisateur du colloque en collaboration avec le tribunal de commerce du Mans : Les réformes du droit des sûretés et des entreprises en difficulté : quel impact pour les entreprises, 17 juin 2022
7. Organisateur des 2<sup>e</sup> rencontres de droit comparé de Laval sur le thème « Codes étrangers et droit français » du 25 mars 2022
8. Co-organisateur du colloque « La loi du 23 mars 2019 : quelle simplification de la justice ? », Le Mans, 26 mars 2021
9. Organisateur de la Journée de droit comparé, Laval 5 mars 2020
10. Organisateur du colloque Aspects actuels du droit des sûretés, en collaboration avec le tribunal de commerce du Mans et le barreau du Mans, Le Mans, 15 novembre 2019
11. Initiateur et porteur de la recherche de droit comparé franco-qubécois : « Droit français – droit québécois. Influences mutuelles » par l'université du Mans et l'université de Laval (Québec) de 2015 à 2019, présentation de la recherche lors d'une conférence Société de législation comparée, Paris, 17 octobre 2019
12. Organisateur du colloque Aspects actuels du droit de la franchise et de la distribution, en collaboration avec le tribunal de commerce du Mans et le barreau du Mans, Le Mans, 23 novembre 2018
13. Organisateur du colloque La réforme du droit des contrats un an après, en collaboration avec le tribunal de commerce du Mans, Le Mans, 5 octobre 2017
14. Organisateur du colloque Une grande figure judiciaire : Raymond Lindon, Cour de cassation, Paris, 13 octobre 2017 (vidéos en ligne sur le site de la Cour de cassation)
15. Organisateur du colloque en hommage à Robert Le Balle, Laval, 6 novembre 2015, en partenariat avec l'association Henri Capitant, paru aux éditions Dalloz, novembre 2016
16. Initiateur et directeur scientifique de la recherche sur "Les nouvelles prisons : regards pluridisciplinaire", menée au sein du THEMISUM en collaboration avec l'ESO (Le Mans) et l'EPRED (Poitiers), soutenue et financée par le GIP Mission de recherche droit et justice (2011-2015), rapport mai 2015 (380 pages et 186 pages d'annexes)
17. Organisation du colloque (en collaboration avec D. Cocquel, président du TGI du Mans) : « La médiation judiciaire en procédure civile », Le Mans, 10 octobre 2013 (publié *in* Gaz. Pal. 22-24 déc. 2013)
18. Organisation du colloque "L'assureur et le procès", Le Mans 27 novembre 2009 (publié *in* RGDA 2010 n° 2 et 3)

## **Direction, membre de jury de thèses et expert évaluateur**

1. Directeur de la thèse de Mathieu Trapp, L'appréhension du futur en droit pénal, Le Mans (depuis 2019)
2. Directeur de thèse de Sarah Jarboui, L'avocat dans la procédure civile, Le Mans (en cours d'inscription)
3. Directeur de thèse de Nouha Abou khachfe, Référé et droit commun de la procédure civile (depuis 2022)
4. Co-directeur de la thèse de Anani Kevidjin, Les conflits d'intérêts dans l'arbitrage. Étude de droit comparé : droit OHADA et droit français, Le Mans (depuis 2018)
5. Directeur de la thèse de Cédric Marques, Saisies pénales et droits fondamentaux, Le Mans (depuis 2016 – soutenance prévue en juin 2023)
6. Co-directeur de la thèse de Karin Widehem, Le silence dans les contentieux répressifs, Le Mans (depuis 2016)
7. Co-directeur de la thèse de Cheik Omar Sow, Présomptions et fictions dans le procès civil, Le Mans (depuis 2022)
8. Membre du jury et rapporteur de la thèse de Kevin Boyer, Les droits de la défense en Haïti, Toulon, 8 juillet 2022
9. Membre du jury et rapporteur de la thèse d'Anna Rosso-Roig, Les droits et libertés du majeur protégé, Toulon, 16 décembre 2016
10. Expert évaluateur ANRT pour la thèse de Marion Sicard, L'avocat face à l'exigence de célérité en droit processuel, 9 juillet 2020
11. Expert évaluateur ANRT pour la thèse de Guida de Pasquale, Représentation et réalités de la justice prédictive et de l'intelligence artificielle appliquée au droit, 30 juin 2021

## Articles :

1. Procédure civile roumaine et procédure civile française : inspirations mutuelles ? (article en préparation avec P. Pop)
2. La rédaction des décisions de justice en France et au Québec : regards croisés (article en préparation avec P.-G. Jobin)
3. Pierre Mimin, magistrat auteur de doctrine, *Revue d'histoire de facultés de droit*, à paraître
4. La doctrine des juges : comparaison France – Québec (avec Pierre-Gabriel Jobin), *Mélanges Sylvio Normand*, PU Laval (Canada), à paraître
5. Présomptions et procédure civile, *Mélanges Nathalie Fricéro*, Dalloz-Lextenso, à paraître
6. La justice en audience : rapport de synthèse *in* *La justice en audience*, PUR, à paraître
7. Délai/Durée *in* V. Égéa et L. Weiller (dir.), *Dictionnaire des modes alternatifs de règlement des litiges*, Lextenso, à paraître
8. La simplification de la compétence des juridictions *in* *La loi du 23 mars 2019 : quelle simplification de la justice ?*, *Lexbase avocat*, juillet 2021
9. Les problèmes de compétence au sein du tribunal judiciaire, *Procédures 2021*, Étude 1
10. Le droit d'être jugé dans un délai prévisible et optimum dans les droits roumain et français *in* T. Briscu et P. Pop (dir.), *Le nouveau code de procédure civile roumain : vue de l'intérieur – vue de l'extérieur*, Editura Humangiu, Bucarest, 2021, p. 22
11. L'homologation des accords amiables *in* *Le rôle du juge en matière de modes alternatifs de règlement des litiges. Regards croisés Québec, Suisse, France*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2021, p. 125
12. La communication des décisions du juge judiciaire *in* P. Bourdon (dir.) *La communication des décisions du juge administratif*, LexisNexis 2020, p. 173
13. Le principe de proportionnalité en procédure civile *in* D. Cholet et S. Normand (dir.) *Droit français – droit québécois. Influences mutuelles*, Yvon Blais (Québec) – SLC (France), 2019, p. 381
14. Raymond Lindon, acteur et penseur de la justice, revue *Histoire de la justice*, n° 30, 2019, p. 237
15. Le droit dans la Revue de l'enseignement supérieur, *Mélanges Jean Barbey*, Mare & Martin, 2019, p. 299
16. La justice prédictive et les principes fondamentaux du procès civil, *Archives de philosophie du droit*, 2018, p. 223
17. La réforme de la Cour de cassation selon Pierre Hébraud *in* L. Miniato et J. Théron (dir.), *Pierre Hébraud, doctrine vivante ?*, Presses Universitaires de Toulouse, 2018, p. 105
18. Institutions juridictionnelles et procédures : quelles relations ?, *Mélanges Geneviève Giudicelli-Delage*, Dalloz, 2016, p. 349
19. Pourquoi un hommage à Robert Le Balle ? *in* *Hommage à Robert Le Balle*, Dalloz, 2016, p.

20. Les tendances régressives dans l'évolution moderne de la procédure civile, Quarantième anniversaire du nouveau Code de procédure civile, Éditions Panthéon – Assas, 2016, p. 71
21. Les règles locales de procédure civile, Aux confins du droit, Mélanges Xavier Martin, LGDJ-Faculté de droit de Poitiers, 2015, p. 85
22. Les nouvelles prisons : quel bilan ?, AJ Pénal 2014, p. 567
23. La médiation judiciaire en procédure civile, Gaz. Pal. 24 décembre 2013, p. 12
24. La preuve par la comptabilité : analyse critique, Mélanges Jean Beauchard, LGDJ - Faculté de droit de Poitiers, 2013, p. 313
25. Communication électronique et droit processuel *in* M. Touzeil-Divina et B. Ricou (dir.), Communications électroniques, Lextenso, 2012, p. 41
26. L'action en justice exercée par les exécutifs locaux devant les juridictions civiles, AJ Collectivités territoriales, 2012, p. 304
27. Droit processuel, notice *in* Introduction encyclopédique au droit, LGDJ, 1<sup>re</sup> éd. 2011, p. 186, 2<sup>e</sup> éd. 2014, p. 203
28. La réforme de la procédure devant le tribunal de commerce, JCP E 2010. 558
29. L'assureur et le procès, présentation générale, RGDA 2010. 537
30. Le sursis à statuer au cours de la mise en état, Gaz. Pal. 30 octobre 2008 p. 3
31. L'obtention des preuves en matière civile et commerciale dans l'Union européenne *in* *Enforcing contracts*, aspects procéduraux de l'exécution des contrats transfrontaliers en droit européen et international, Larcier, 2008, p. 75
32. Le contrôle de l'activité non juridictionnelle des juridictions, Gazette du Palais 12-13 octobre 2007, p. 8
33. La novation de contrat, Revue trimestrielle de droit civil 2006. 467
34. Responsabilité du fait de l'activité juridictionnelle : la réforme nécessaire, D 2005. 2540
35. La distinction des parties et des tiers appliquée aux associés, D. 2004. 1141
36. La mention du représentant d'une personne morale dans les actes de procédure, Bull. Joly sociétés 2002. 663
37. La définition de l'utilisation frauduleuse du chèque, Revue de droit bancaire et financier 2001. 178

## **Fascicules d'encyclopédie juridique**

1. Assistance et représentation en justice, Répertoire Dalloz de procédure civile, refonte 1<sup>re</sup> éd. avril 2007, 2<sup>e</sup> éd. septembre 2012, 3<sup>e</sup> éd. octobre 2017, 4<sup>e</sup> éd. mars 2021 (40 p.)
2. Commission rogatoire, Répertoire Dalloz de procédure civile, refonte 1<sup>re</sup> éd. avril 2005, 2<sup>e</sup> éd. septembre 2011, 3<sup>e</sup> éd. décembre 2017
3. Exécution des jugements et des actes, Répertoire Dalloz de procédure civile, refonte 1<sup>re</sup> éd. mars 2011, 2<sup>e</sup> éd. septembre 2015, 3<sup>e</sup> éd. avril 2022 (50 p.)
4. Vérification d'écriture, Répertoire Dalloz de procédure civile, refonte 1<sup>re</sup> éd. septembre 2005, 2<sup>e</sup> éd. janvier 2009, 3<sup>e</sup> éd. mars 2016



## Notes de jurisprudence et observations :

1. Compétence du président du tribunal judiciaire saisi selon la procédure accélérée au fond pour statuer sur la demande d'exequatur d'un jugement gabonais, obs. sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 9 novembre 2022, JCP 2022. 1285
2. Prise en compte des notes en délibéré non sollicitées pour déterminer le point de départ de l'astreinte lors de sa liquidation, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 6 octobre 2022, Rev. prat. rec. oct. 2022, p. 10
3. Application de la procédure accélérée au fond malgré un texte faisant référence à la forme des référés, obs. sous Cass. avis 14 septembre 2022, JCP 2022. 1047
4. Absence de nullité d'une expertise malgré le recours de l'expert judiciaire à un rapport d'expertise amiable, note sous Civ. 2<sup>e</sup> 8 septembre 2022, Rev. prat. rec. sept. 2022, p. 8
5. Point de départ du délai de recours en cas de double notification d'un jugement, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 13 janvier 2022, Rev. prat. rec. janv. 2022, p. 11
6. L'erreur causée par le communiqué du ministère de la justice annonçant la fermeture des juridictions, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 13 janv. 2022, JCP 2022. 124
7. La saisine sur renvoi après cassation en matière de récusation ou de renvoi pour cause de suspicion légitime, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 1<sup>er</sup> juillet 2021, Rev. prat. rec. sept. 2021, p. 56
8. Mesure d'instruction *in futurum* et instance en cours : compatibilité sous réserve : obs sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 30 septembre 2021, JCP 2021. 1085
9. Appel du jugement d'orientation en matière de saisie immobilière : indivisibilité et mise en cause des créanciers inscrits, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 15 avril 2021, JCP 2021. 674
10. Excès de pouvoir du juge de la mise en état qui écarte du débat des pièces produites devant le tribunal, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 25 mars 2021, JCP 2021. 399
11. Inapplication des délais de distance au renvoi après cassation, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 4 février 2021, Rev. prat. rec. mars 2021, p. 9
12. Obligation de relever d'office la fin de non-recevoir tirée de chose jugée par le JME sur une exception de procédure, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 14 janvier 2021, JCP 2021. 174
13. La spécificité de l'appel d'un jugement portant exclusivement sur la compétence, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 22 octobre 2020 (deux arrêts), JCP 2021. 43
14. Notification du jugement : un formalisme assoupli, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 1<sup>er</sup> oct. 2020, rev. prat. rec. nov. 2020, p. 12
15. Nullité de l'avis d'audience qui ne respecte pas le délai de trois jours pour atteinte aux droits de la défense en contentieux électoral, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 26 août 2020, JCP 2020. 978 et JCP A 2020. 493
16. L'option de compétence offerte à la victime exerçant l'action directe contre l'assureur ne confère pas compétence à la juridiction de son domicile, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 16 juillet 2020, Rev. prat. rec. sept. 2020, p. 7
17. Indemnisation d'une commune pour durée excessive de procédures devant les deux ordres de juridiction, note sous TC 8 juin 2020, AJCT 2020, p. 536
18. Une mesure d'exécution peut être pratiquée sur le fondement d'un jugement de première instance exécutoire même après l'arrêt d'appel, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 4 juin 2020, JCP 2020. 751

19. La péremption d'instance en présence d'un acte réalisé par un majeur sous curatelle sans assistance, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 18 mars 2020, Rev. prat. rec., juillet-août 2020, p. 7
20. Les effets d'une clause de conciliation sur l'émission d'un titre exécutoire par un établissement public, obs. sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 11 mars 2020, Rev. prat. rec. juin 2020, p. 17
21. L'exécution d'une injonction de payer non signifiée n'est pas un acquiescement, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 17 octobre 2019, JCP 2019. 1147
22. La procédure de cassation au service de la Convention de La Haye sur l'enlèvement international d'enfants, obs. sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 20 déc. 2019, JCP 2019. 970
23. Preuve de la notification d'un jugement prud'homal pour la liquidation d'une astreinte, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 6 juin 2019, Droit et procédures 2019, p. 106
24. Irrecevabilité de l'opposition de l'appelant dont le représentant est décédé sans conclure : un défaut de contradiction ?, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 6 juin 2019, JCP 2019. 627
25. La preuve du mandat de l'avocat dans les actions groupées avec une chaîne de mandats, obs. sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 12 déc. 2018, JCP 2019. 7.
26. Le délai de deux ans pour notifier le jugement et le droit d'accès au juge, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 17 mai 2018 (deux arrêts), JCP 2018. 764
27. Absence d'excès de pouvoir du juge qui prolonge la période d'observation en violation des dispositions légales, obs. sous Cass. com. 13 déc. 2017, JCP 2018. 10
28. Nouvelle limitation du principe « nul ne peut se contredire au détriment d'autrui », obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 22 juin 2017, JCP 2017. 816
29. Régularisation d'un acte d'appel entaché d'un vice de procédure, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 1<sup>er</sup> juin 2017, Droit et procédures 2017, p. 164
30. Irrecevabilité de l'appel en cas de caducité de la citation faute de comparution du demandeur, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 20 avril 2017, Droit et procédures 2017. 84
31. Péremption d'instance en appel : les diligences des parties doivent pallier les carences de l'institution judiciaire, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 16 déc. 2016, JCP 2017. 106
32. La cour d'appel, juge de la récusation de son premier président, obs. sous Civ. 2<sup>e</sup> 26 mai 2016, JCP 2016. 710
33. Le droit effectif au pourvoi et la décision définitive du droit de l'urbanisme, obs. sous Civ. 3<sup>e</sup> 4 mai 2016, JCP 2016. 605
34. Les conditions de l'inscription de faux précisées, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 25 février 2016, Dr. et proc. 2016. 99
35. Prescription de l'action en responsabilité de l'État pour fonctionnement défectueux de la justice et droit au respect des biens, obs. sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 24 févr. 2016, JCP 2016. 295 et JCP A 2016. 248
36. Que reste-t-il du principe de l'interdiction de se contredire au détriment d'autrui ?, note sous, Cass. soc. 22 sept. 2015 et 1<sup>er</sup> civ. 28 oct. 2015, JCP 2016. 80
37. Mentions obligatoires lors de la notification du jugement d'orientation, obs. sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 24 sept. 2015, JCP 2015. 1124
38. Habilitation à agir du maire pour l'exercice de l'action civile, note sous Cass. crim. 16 juin 2015, AJ Pénal 2015. 497

39. Annulation d'une décision de justice civile inconciliable avec une décision pénale en cas de déni de justice, obs. sous Cass. ass. plén. 3 juillet 2015, JCP 2015. 852
40. Le droit d'appel général du ministère public en matière d'urbanisme, note sous Cass. crim. 24 mars 2015, AJ Pénal 2015. 372
41. Compétence pour statuer sur demande tirée de la nullité de la délibération d'une assemblée générale de copropriété, obs. sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 10 juin 2015, JCP 2015. 756
42. Juridiction compétente pour liquider une astreinte en droit de l'urbanisme, note sous Cass. crim. 24 mars 2015, AJ Pénal 2015. 322
43. Clause de conciliation et régularisation en cours d'instance, note sous Cass. Ch. Mixte 12 décembre 2014, Droit et procédure 2015. 34
44. L'article 47 du Code de procédure civile, privilège ou exception ?, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 26 juin 2014, JCP 2014. 985
45. Valeur d'une demande écrite dans une procédure orale et statut des baux commerciaux, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 18 juin 2014, Droit et procédures 2014. 184
46. Pouvoirs respectifs du juge des référés et du juge de l'exécution pour la liquidation d'une astreinte, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 27 février 2014, Droit et procédures 2014. 93
47. Sanction de l'obligation de structurer les conclusions d'appel, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 5 décembre 2013, Droit et procédures 2014. 41
48. Limitation du domaine de l'autorité de chose jugée, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 17 octobre 2013, Droit et procédures 2014. 11
49. L'erreur de désignation du syndic de copropriété dans l'acte d'appel, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 13 novembre 2013, JCP 2013. 1335
50. Conformité au droit à un procès équitable de la radiation du rôle de la cour d'appel pour inexécution du jugement, note sous CEDH 10 octobre 2013, Droit et procédures 2013. 277
51. Juridiction compétente pour statuer sur la demande de réparation du préjudice subi du fait de la durée excessive d'une procédure s'étant déroulée devant les deux ordres de juridiction, note sous T. confl. 8 juillet 2013, Droit et procédures 2013. 202
52. Compétence du tribunal de grande instance pour exécuter une commission rogatoire dans un litige entre sociétés commerciales, note sous Cass. avis 18 mars 2013, Bull. Joly sociétés 2013. 354
53. L'admission des expertises transfrontalières, note sous CJUE 21 février 2013, Gaz. Pal. 16 avril 2013. 20
54. La sanction de l'expertise judiciaire irrégulière, une voie de plus en plus étroite, note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 29 novembre 2012, JCP 2013. 15
55. La notification irrégulière du jugement par lettre recommandée interrompt le délai de l'article 528-1 du Code de procédure civile, obs. sous Cass. ass. plén. 7 octobre 2011, JCP 2011. 1112
56. La contestation des frais de justice par les élus locaux facilitée, note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 23 juin 2011, JCP 2011. 1045
57. Le référé judiciaire introduit par le maire sans l'autorisation du conseil municipal doit être régularisé, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 3 février 2010, JCP 2010, n° 15, 414 et JCP A 2010, 2143

58. Jugements : limitation des nullités pour vice de forme, obs. sous Cass. ch. mixte 11 décembre 2009, JCP 2009 n° 52, 582 et Gaz. Pal. 24-26 janvier 2010, p. 16
59. Pouvoir du premier président d'arrêter l'exécution provisoire malgré la radiation du rôle, note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 10 juillet 2009, JCP 2009 n° 39, 260
60. Le lieu du recours, mention obligatoire de l'acte de notification d'un jugement, obs. sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 10 septembre 2009, JCP 2009 n° 39, 258
61. Les questions préjudicielles en procédure civile et le droit communautaire, note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 18 décembre 2008, JCP 2009 II. 10048
62. Compétence territoriale en cas de procédure collective ouverte contre un avocat, obs. sous Cass. com. 28 octobre 2008, JCP E 2008. 2437
63. Le dualisme juridictionnel évincé par la célérité de la procédure, note sous T. conf. 30 juin 2008, JCP 2008 II. 10153
64. Revirement de jurisprudence pour l'avenir en droit processuel des entreprises en difficulté, note sous Cass. com. 13 nov. 2007, JCP G 2008. 10009, JCP E 2008. 1155
65. Application dans le temps des règles sur la faillite personnelle issues de la loi de sauvegarde des entreprises, note sous Cass. com. 16 octobre 2007, JCP E 2007. 2471
66. Compétence territoriale en cas de procédure collective ouverte contre un avocat, note sous CA Versailles 1<sup>er</sup> mars 2007, JCP E 2007. 1873
67. Recevabilité de la tierce opposition d'un associé à l'encontre d'un jugement de liquidation judiciaire, note sous Cass. com. 19 décembre 2006, JCP G 2007 I. 10076 et JCP E 2007. 1186
68. Qualification de l'incident de faux, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 24 oct. 2006, D. 2007 p. 192
69. La chambre criminelle et la mention du représentant d'une personne morale dans un acte de procédure, note sous Cass. crim. 23 mai 2006, Bull. Joly sociétés 2006. 1060
70. Péremption d'instance et procédure collective, note sous Cass. com. 10 janvier 2006, JCP G 2006 II. 10080 et JCP E 2006. 1947
71. Rôle du banquier en cas d'opposition au paiement d'un chèque : note sous Cass. Com. 8 octobre 2002, JCP E 2003. 222
72. Conditions de l'opposition en cas d'utilisation frauduleuse d'un chèque, note sous Cass. com. 24 octobre 2000, JCP E 2001. 1096
73. La nature du grief permettant l'annulation d'un acte d'appel : note sous Cass. 2e civ. 14 juin 2001, D. 2001. 3075
74. La mention du domicile dans les actes de procédure : une obligation aux effets pervers : note sous CA Angers 5 octobre 1999, D. 2001. 156
75. La sanction des règles de fonctionnement d'un centre commercial, obs. sous CA Angers 28 sept. 1998, Revue de jurisprudences locales des Pays-de-Loire 1999, p. 51
76. La valeur d'un cautionnement mutuel donné par fax est-elle sérieusement contestable ?, obs. sous CA Angers 12 oct. 1998, Revue de jurisprudences locales des Pays-de-Loire 1999, p. 53
77. Quelle sanction pour l'appelant qui ne mentionne pas son domicile réel ?, obs. sous CA Angers 8 sept. 1998, Revue de jurisprudences locales des Pays-de-Loire 1999, p. 56

78. Les droits de l'auteur d'une photographie face à l'exposant et au coauteur, obs. sous CA Angers 2 févr. 1998, Revue de jurisprudences locales des Pays-de-Loire 1999, p. 63
79. Mauvaise foi et contrefaçon en droit des marques, obs. sous CA Angers 5 oct. 1998, Revue de jurisprudences locales des Pays-de-Loire 1999, p.64

### **Comptes-rendus critiques d'ouvrages :**

1. Jacques Dallest, L'épuration. Une histoire interdite, Les éditions du cerf, 2022, Revue Histoire de la justice, à paraître
2. L'apparence en droit *In honorem* Flavius Antoniu Baias, Editura Hamagiu, Bucarest (Roumanie), 2021, Revue internationale de droit comparé 2022, p. 541
3. Michel Guénaire, Pierre Gide. Une vie d'avocat, Perrin, 2020, Revue Histoire de la justice 2021, p. 220
4. Sylvio Normand, Introduction au droit des biens, 3<sup>e</sup> éd., Wilson & Lafleur, Montréal (Québec), 2020, RTD civ. 2020, p. 973
5. Marcel Lemonde, Juge, Fauves édition, 2020, Revue Histoire de la justice, 2020, p. 340
6. Sylvette Guillemard et Séverine Menététrey, Comprendre la procédure civile québécoise, 2<sup>e</sup> éd., Yvon Blais, Montréal (Québec), 2017, RTD civ. 2019, p. 435
7. Didier Fassin, Punir, une passion contemporaine, Seuil, 2017, RSC 2017, p. 432
8. Pierre Bézard, Juger, Mission impossible ? Cinquante ans de pratique et de réflexion, Les Indes savantes, 2015, Revue Histoire de la justice, 2015, p. 175
9. Xavier Martin, Retour sur un itinéraire, Du Code Napoléon au siècle des lumières, Dominique Martin Morin, 2010, RTD civ. 2010, p. 650

### **Autres publications :**

1. Édouard Lambert, un Mayennais à la renommée juridique mondiale, L'Oribus, 2017, n° 98, p. 41
2. Un grand juriste Lavallois : Robert Le Balle, L'Oribus, 2016, n° 95, p. 8
3. Hommage à Jean Beauchard, RGDA 2010, p. 548

## Contributions à des colloques ou conférences :

1. La justice française et le droit comparé, rencontre de droit comparé de Laval, 24 mars 2022 (en préparation)
2. Pierre Mimin, magistrat auteur de doctrine, essai de synthèse, intervention au colloque consacré à Pierre Mimin, Cour d'appel d'Angers, 23 septembre 2022
3. Codifications étrangères et droit français, rapport introductif à la journée de droit comparé de Laval du 25 mars 2022
4. Droit et magie. Quelles relations ? Introduction au colloque du master 2 droit privé de l'université du Mans, 1<sup>er</sup> avril 2022
5. La justice en audience, rapport de synthèse au colloque des jeunes chercheurs de l'université du Mans, 15 octobre 2021 et présidence de séance
6. La simplification de la compétence des juridictions ? communication au colloque La loi du 23 mars 2019 : Quelle simplification de la justice ?, Le Mans, 26 mars 2021
7. Les métamorphoses de la justice de proximité, intervention au colloque pluridisciplinaire Voisins, Le Mans 1<sup>er</sup> avril 2021
8. La communication des décisions des juridictions judiciaire, intervention au colloque sur la communication des décisions du juge administratif public, Le Mans, 12 avril 2019
9. Les problèmes actuels du droit de la distribution, communication au colloque Aspects actuels du droit de la franchise et de la distribution, Le Mans, 23 novembre 2018
10. Le droit d'être jugé dans un délai optimal et prévisible, communication et présidence d'une séance au colloque international, Le nouveau code de procédure civile roumain : vues de l'intérieur – vues de l'extérieur, Bucarest, 1<sup>er</sup> – 2 novembre 2018
11. L'homologation de l'accord amiable, communication au colloque Le rôle du juge en matière de modes alternatifs de règlement des différends : regards croisés Québec, Suisse, France, Besançon, 12 octobre 2018
12. La justice prédictive et les principes fondamentaux du procès civil, colloque sur la justice prédictive, Laval, 6 avril 2018
13. L'évolution de la Cour de cassation, communication au colloque Pierre Hébraud, doctrine vivante ?, Toulouse, 8 décembre 2017
14. Raymond Lindon, acteur et penseur de la justice, Paris, Cour de Cassation, 13 octobre 2017 et présidence du colloque
15. Genèse et application dans le temps de la réforme du droit des contrats, Le Mans, 5 octobre 2017
16. La réorganisation de la justice de première instance, conférence, animation des débats et synthèse d'un atelier, journée d'étude La réforme Justice 21, Tours, 3 mars 2017
17. Pourquoi un hommage à Robert Le Balle ? Laval, 6 novembre 2015
18. Le programme 13200, Forum de la Direction de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice, Paris, 16 octobre 2015
19. Le nouvel univers carcéral français, conférence-débat, Le Mans, 10 septembre 2015
20. Les nouvelles prisons : regards pluridisciplinaires, présentation générale de la recherche, conférence de restitution de la recherche sur les nouvelles prisons, Le Mans, 26 septembre 2014

21. La course au procès : mythe ou réalité ?, conférence Levasseur, Le Mans, 18 novembre 2013
22. La médiation judiciaire en procédure civile, colloque Le Mans, 10 octobre 2013
23. Communication électronique et droit processuel, Colloque Les communications électroniques, Le Mans, 1<sup>er</sup> juin 2012
24. L'assureur et le procès, présentation générale, Colloque du Mans, 27 novembre 2009
25. Le droit à l'avocat en procédure pénale, conférence-débat, Laval 8 octobre 2009
26. L'obtention des preuves en matière civile et commerciale dans l'Union européenne, rapport au colloque « *Les litiges contractuels transfrontaliers en Europe* », Valenciennes 7 mars 2008
27. Le principe de célérité, rapport au colloque « *Modèle processuel français et procédures civiles et administratives en Europe (1806-2006)* », Rennes 9 novembre 2006



## ACTIVITES ADMINISTRATIVES ET D'EXPERTISE

---

1. Responsable du Master droit privé de l'université du Mans depuis 2012 (en collaboration jusqu'en août 2014)
2. Membre du conseil scientifique puis de la commission recherche et du conseil académique de l'université du Maine élu de 2009 à 2016
3. Membre élu du conseil de la faculté de droit – économie - gestion de l'université du Maine de 2012 à 2017 puis de l'université du Mans à partir de juin 2021
4. Membre du conseil scientifique de la faculté de droit, d'économie et de gestion de l'université du Maine depuis 2015
5. Membre du conseil de laboratoire du THEMISUM depuis 2018
6. Membre du jury de l'examen d'entrée au CRFPA, Le Mans, octobre – novembre 2018 et octobre – novembre 2022 (examineur pour l'épreuve de libertés et droits fondamentaux)
7. Membre élu de la commission consultative d'établissement de la faculté de droit de l'université du Maine depuis 2009
8. Membre du conseil de l'école doctorale Pierre Couvrat à l'université du Maine de 2012 à 2018
9. Membre du comité de suivi des thèses de l'École doctorale Pierre Couvrat en 2012
10. Membre du comité de sélection de l'université du Maine pour le recrutement de maîtres de conférences en droit privé en 2009, 2016 et 2017
11. Membre du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences à l'université de Nantes en 2020
12. Membre du comité de sélection de l'université de Nantes pour le recrutement d'un enseignant contractuel en droit privé (contrat LRU) en 2021
13. Membre du comité d'experts de l'université de Poitiers pour le recrutement de maîtres de conférences et participation aux comités de sélection et de recrutement de maîtres de conférences en 2011, 2012 et 2013
14. Président de jury du baccalauréat, juillet 2009, 2013, 2016 et 2019
15. Président du jury de VAE (validation des acquis de l'expérience) de Mathilde Filâtre pour la licence en droit, 2023 et membre du jury de VAE pour le master droit privé de Thibault Barnier pour le master 2 droit privé parcours contentieux en 2011
16. Membre du groupe de travail chargé de la documentation à l'université du Maine, juin 2015
17. Encadrement de mémoires de master 2 contentieux privé (4 en moyenne chaque année depuis 2008) et membre de jurys de master 2 (8 en moyenne chaque année) soit membre de jury de plus de 150 mémoires de Master 2
18. Responsable de la commission pédagogique de l'UFR droit, économie et gestion de l'université du Maine de 2008 à 2013 (examen des demandes de validation : 1 500 dossiers par an) puis membre de cette commission depuis 2014

## ACTIVITES VALORISATION SCIENTIFIQUE

---

1. Organisateur de la conférence « Droit des rillettes », 31 mars 2023
2. Organisation de la venue et des conférences de Chantal Arens, première présidente honoraire de la Cour de cassation à l'université du Mans, 24 novembre 2022
3. Organisation des consultations juridiques gratuites de l'université du Mans (avec les étudiants de master 2 droit privé parcours contentieux, le barreau du Mans et le conseil départemental de l'accès au droit), depuis octobre 2021
4. Présentation de l'ouvrage *Droit français – droit québécois : inspirations mutuelles*, Société de législation comparée, Paris, 17 octobre 2019 et Délégation générale du Québec à Paris (à l'attention des bâtonniers des barreaux de Paris et de Québec et d'une délégation d'avocats québécois), 28 novembre 2019
5. Raymond Lindon, une vie au service de la justice, conférence au Rotary du Mans, 8 octobre 2019
6. Animation de la conférence-débat « Temps judiciaires - temps médiatiques » dans le cadre du festival du film judiciaire, Le Mans, 14 mars 2019
7. Organisation de la conférence – débat sur la justice en temps de crise à la suite de la diffusion du film « Section spéciale » de Costa-Gavras avec une intervention sur la responsabilité et les sanctions des magistrats, Le Mans 30 mars 2018
8. Le Balle de Laval à Laval, Laval 1<sup>er</sup> février 2019 (exposition et inauguration de l'amphithéâtre Le Balle)
9. Participation à la conférence sur la société punitive, intervenant principal : Didier Fassin, Le Mans, cercle Montesquieu, 13 janvier 2017
10. Organisation du parrainage du Master 2 contentieux privé et de la conférence-débat sur l'avenir de la formation des magistrats et des juristes par M. Bertrand Louvel, premier président de la Cour de cassation à l'université du Maine, Le Mans, 9 septembre 2016
11. Organisation du partenariat avec l'ordre des avocats au barreau du Mans pour la clinique de consultations juridiques des étudiants de master 2 contentieux privé (depuis 2012)
12. Organisation de la conférence-débat « La question préjudicielle de droit européen » avec Yves Bot, premier avocat général à la CJUE, Le Mans 4 avril 2016
13. Accueil d'un professeur invité : Sylvio Normand, professeur à l'université de Laval (Québec) et organisation de conférences-débats sur la culture juridique québécoise, Le Mans et Laval, novembre 2015
14. Organisation de l'exposition « Robert Le Balle, du lycée de Laval à la place du Panthéon », Laval, novembre 2015
15. Les nouvelles prisons : entretien pour Actualités Sociales Hebdomadaires, 23 octobre 2015, pp. 34-35
16. Conférence-débat pour la Direction de l'administration pénitentiaire du Ministère de la justice, Paris, 16 octobre 2015
17. Conférence-débat sur les prisons, Le Mans, 10 septembre 2015
18. Les nouvelles prisons, entretien pour France Bleu Maine, 4 septembre 2015

19. Organisation de la conférence sur le Conseil supérieur de la Magistrature, Le Mans, 27 février 2015
20. Le Conseil Supérieur de la Magistrature, entretien pour LMTV, 24 février 2015
21. Participation au forum d'information des lycées publics du Mans et de la Sarthe, 29 janvier 2015
22. Organisation des conférences sur les modes alternatifs de règlement des litiges : Le droit collaboratif, 23 janvier 2015 et La médiation en entreprise, 2 et 9 février 2015
23. Les nouvelles prisons sous l'œil des chercheurs, entretien pour Ouest-France, 25 septembre 2014
24. La plaidoirie et les études de droit, entretien pour LMTV, 22 avril 2014
25. Organisation de l'exposition « 50 ans d'éditions juridiques », faculté de droit du Mans 12 avril - 23 mai 2014 à l'occasion du cinquantenaire de la faculté de droit du Mans
26. Les nouvelles prisons, intervention pour Radio Prun 92 Fm, 2 mars 2014
27. Participation à la nuit des chercheurs 27 septembre 2013 au Mans (tenue et animation d'un stand)
28. Participation au forum d'information des lycées publics du Mans et de la Sarthe, 17 janvier 2013
29. La plaidoirie dans la formation des étudiants en droit, intervention à Radio Alpa le 12 avril 2012
30. Conférence - débats sur les masters en droit, Laval, 27 novembre 2012
31. De l'université aux métiers du droit et Le métier d'universitaire, conférence prononcée le 29 mars 2012 lors du forum des métiers du droit de l'université du Maine
32. Organisation et animation d'une conférence-débat autour d'un documentaire relatif à la prison (Le déménagement) le 26 mars 2012
33. Participation annuelle aux portes ouvertes de l'université du Maine de 2009 à 2015
34. Conférence sur "Les études de droit", université du Maine, Le Mans, 13 mars 2010 et 4 février 2012
35. Conférence sur "Les métiers du droit", salon Formasarthe, Le Mans, 28 janvier 2010
36. Organisation de la conférence "La protection des victimes", par l'ADAVIP 53, Laval 18 décembre 2009
37. Organisation de la conférence "Le ministère public", Le Mans, 2 décembre 2011
38. Participation à la table ronde "Comment enseigner le droit en licence 1<sup>ère</sup> année ?", 3<sup>ème</sup> conférence Levasseur, Le Mans, 14 octobre 2011
39. Cours d'initiation à la justice, Ecole de Gazonfier Le Mans, 4 octobre 2011, collège Villaret Le Mans, 29 avril 2015
40. Organisation de la conférence-débat "Les juristes et l'administration pénitentiaire", Le Mans, 6 avril 2011
41. Organisation de la conférence "Le métier d'avocat" en collaboration avec l'ordre des avocats du barreau du Mans, Le Mans, 28 mars 2011

## AUTRES

---

1. Membre de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française depuis 2010
2. Membre de l'Association française d'histoire de la justice depuis 2009, responsable régional depuis 2021
3. Membre de la Société de législation comparée depuis 2016
4. Membre de la société pour l'histoire des facultés de droit
5. Membre du centre de recherche THEMISUM de l'université du Maine depuis 2008
6. Organisateur du concours de plaidoiries de l'université du Maine chaque année de 2009 à 2019
7. Enseignant à l'université d'Angers (vacataire puis ATER) de 1994 à 2008
8. Enseignant dans divers établissements d'enseignement supérieur (CNAM, ESSCA, ESA, EGC, ISIALM, IFORIS, ...) de 1993 à 2008
9. Analyste Juris-Data à l'atelier régional de jurisprudence d'Angers de 2005 à 2008
10. Collaborateur d'avoués près la cour d'appel d'Angers de 1994 à 2008